

Fil Bleu

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2020

VIE SYNDICALE

Loi Autonomie, nouveau mirage ou vrai engagement ?

ENSEMBLE

Les problèmes du financement du séjour en Ehpad

N° 262

MAGAZINE DES ADHÉRENTS DE L'UNION CONFÉDÉRALE CFDT DES RETRAITÉS

identité

droits

extr

per

chef

démocratie

mocratie

manipulation

ligue

opinion

souverainisme

ogogie

ex

POPULISME, UN MOT ET DES MAUX

démocratie

politique

ation

expression

inisme

démagogie

idéologie

élite

démocratie

alisme

guide

alisation



RETRAITÉS
S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

Questions à

Marc Lazar

Directeur du Centre d'Histoire de Sciences Po,
auteur avec Ilvo Diamanti de *Peuplecratie. La métamorphose
de nos démocraties*, Gallimard, 2019.



THOMAS ARRIVE/SCIENCES PO

« Le défi populiste est à prendre au sérieux »

Comment définiriez-vous le « populisme » ?

Il y a de très nombreuses définitions du populisme, un mot fourre-tout. Le populisme affirme l'existence d'un antagonisme fondamental entre un peuple vertueux, homogène, uni, et une classe dirigeante monolithique complotant contre le peuple, encense le peuple, critique la démocratie libérale, revendique la souveraineté du peuple sans limite, nie qu'il y ait des problèmes compliqués, propose une vision dichotomique, schématique et simpliste du monde et de la politique, se reconnaît dans un leader supposé incarner le peuple, désigne de manière incessante des ennemis, instaure la temporalité de l'urgence.

« Redonner son lustre au débat des idées »

Y a-t-il une caractéristique spécifique à la France ?

Quelles spécificités en Europe par rapport aux populismes du reste du monde ?

La France en Europe du moins est sans doute avec l'Italie un pays qui connaît de manière assez récurrente des poussées populistes qui présentent au demeurant des points communs et des différences. Que l'on pense au boulangisme à la fin du XIX^e siècle, aux Ligues de l'entre-deux-guerres, au poujadisme dans les années 1950, aux maoïstes de *La Cause du peuple* dans les années 1960-1970, depuis les années 1980, au Front national devenu Rassemblement national, mais aussi depuis quelques années à La France insoumise. Plusieurs explications peuvent être avancées : la défiance envers le principe de la représentation politique, la prégnance du concept de volonté générale et de l'idée de la souveraineté populaire, la passion de l'égalité pour reprendre la célèbre formule de Tocqueville, l'âpreté des rapports sociaux, la faiblesse des corps intermédiaires, les tendances au repli xénophobe en période de tensions sur le marché du travail, etc. La comparaison entre populismes européens et les populismes du reste du monde est un

sujet complexe, mais si l'on doit indiquer une spécificité cela serait la grande diversité des populismes existant en Europe.

Quels domaines d'intervention devraient privilégier les partis politiques, les syndicats, les associations pour rénover le projet démocratique et faire face à la « vague populiste » ?

Le défi populiste est à prendre au sérieux. Il correspond et traduit à la fois un large sentiment anti-politique qui revêt une double signification : d'un côté, une hostilité assez traditionnelle mais exacerbée à la classe politique, une défiance envers les institutions, mais, de l'autre, une aspiration à une autre politique. C'est là que les partis politiques, les syndicats et les associations peuvent et doivent intervenir. Pour contribuer à résoudre les trois crises qui alimentent la montée des populismes : la crise politique, la crise sociale et la crise culturelle. Pour tenter de reconstituer des formes de médiation entre les aspirations de la société et l'élaboration de l'action publique. Pour s'efforcer de redonner son lustre au débat des idées et à la vraie confrontation politique à l'heure où les réseaux sociaux ne font que susciter les polémiques les plus vives et violentes. À mon avis, cela passe également par un gros travail de réflexion sur les organisations elles-mêmes : comment les rendre plus présentes dans les territoires, plus ouvertes à la participation ? Ce qui suppose de douloureuses remises en cause internes. Au début du XX^e siècle, le sociologue Roberto Michel, dans son ouvrage classique sur les partis politiques, les critiquait parce qu'en leur sein s'était mise en place une « loi d'airain de l'oligarchie », soit cette tendance à engendrer une élite soucieuse avant tout de conserver ses positions et de conforter son pouvoir au détriment de l'action en faveur des plus démunis. Un constat valable encore aujourd'hui, et pas simplement pour les partis, et qui est devenu inacceptable.

Propos recueillis par Nicole Chauveau